

Bilan historiographique de l'histoire environnementale

Communication donnée à l'Assemblée générale de l'AHCESR, le 6 novembre 2010

Geneviève Massard-Guilbaud, directrice d'études à l'EHESS, responsable du RTP CNRS « Histoire de l'environnement », présidente de l'European Society for environmental History et de sa branche française, le RUCHE (Réseau universitaire de chercheurs en histoire environnementale)

Mes chers collègues,

Je voudrais d'abord vous remercier de votre invitation et de votre intérêt pour l'histoire environnementale. Si vous m'aviez invitée à vous en parler il y a une dizaine d'années, j'aurais dû vous présenter un champ de recherche essentiellement américain, australien, néo-zélandais, indien ou sud-africain avec, pour l'Europe, quelques percées en pays germanophones, en Europe du Nord ou en Écosse... Et j'aurais dû vous dire qu'en France, tout restait à faire ou presque. Mais en dix ans les choses ont bien changé, et l'histoire environnementale progresse vite, en France aujourd'hui...

Plutôt que de dresser un panorama des domaines explorés à ce jour ou des directions qui paraissent le plus fructueuses, ce qui aurait été une possibilité, j'ai choisi, et j'espère que ce choix vous conviendra, de commencer par définir que j'appelle histoire environnementale ; d'expliquer ensuite ce que sont ses enjeux et pourquoi je pense que c'est une bonne chose qu'elle se développe ; mais aussi de montrer quelques-unes des contradictions et des problèmes qu'elle pose ; pour terminer par un appel au développement de ses idées chez l'ensemble des historiens.

Considérée à l'échelle internationale, l'histoire environnementale est une grande maison, dont les contours et les contenus ont déjà beaucoup évolué depuis qu'elle est apparue aux États-Unis dans les années 1970, et vont sans aucun doute continuer à évoluer. Telle que je la conçois, elle s'intéresse à la *relation* entretenue par l'homme avec le *reste* de la nature ainsi qu'avec tous les éléments qui rendent possibles et conditionnent son existence. Cette définition suppose donc d'une part que l'homme fait partie des écosystèmes - les écologues diraient qu'il appartient à la *biocénose* de ces écosystèmes, d'autre part, que l'environnement ne se limite pas à la nature « naturelle » mais inclut ce que l'on appelle en anglais le *built environment*, l'environnement construit, l'environnement façonné par l'homme. Il s'agit donc d'étudier une *relation*, et c'est la raison pour laquelle je préfère l'expression « histoire environnementale » à celle d' « histoire de l'environnement » (le terme venant de l'anglais *environmental history*, les deux traductions sont possibles), qui peut laisser à penser qu'il s'agit d'étudier quelque chose d'extérieur à l'homme, ce qui l'entoure. Cette définition diffère aussi d'une vision de type « histoire des sciences » classique. Je prends un exemple simple : l'histoire du moustique, en tant que tel ne relève pas de l'histoire environnementale (mais de la zoologie). En revanche, l'histoire du moustique considéré dans son rôle par rapport aux sociétés humaines (les maladies qu'il transmet et toutes les implications sociales de sa présence) relève, elle, de l'histoire environnementale. John McNeill (université Georgetown, Washington), vient ainsi d'écrire un livre intitulé *Mosquito's Empire* qui examine l'impact du moustique sur l'histoire des sociétés caribéennes.

Pour mieux caractériser encore l'histoire environnementale, on peut dire que l'histoire environnementale a trois dimensions principales :

- une dimension matérielle et économique : l'histoire des milieux humides, de l'aménagement du territoire de façon générale, de la gestion des ressources naturelles, des réseaux techniques, histoire des flux en tous genres (énergie, alimentation, matières premières, population, déchets...), etc...
- une dimension culturelle : perception et la relation à la nature, aux paysages, rôle de ces paysages dans la construction des identités, dimension esthétique, voire religieuse...
- enfin la dimension politique, institutionnelle ou juridique des questions environnementales, la plus classique sans doute : c'est l'histoire des politiques publiques ou privées, des modes de régulation, des normes, des risques, l'histoire du conservationisme, de l'environnementalisme, la question des inégalités et de la justice environnementales, etc.

Ces dimensions ne sont évidemment pas exclusives les unes des autres, et beaucoup de travaux en croisent plusieurs...

Au total, l'histoire environnementale se caractérise donc plus par sa volonté de considérer l'homme comme partie intégrante des milieux auxquels il appartient, avec lesquels il interagit ; par son souci du long terme et de la prise en compte des effets, sur ce long terme, de l'action anthropique ; enfin, par le rejet des visions économiste, industrialiste ou techniciste de l'histoire... que par ses objets d'étude, qui peuvent avoir été pris en compte par d'autres « branches » de l'histoire : histoire rurale, urbaine, économique, histoire de la santé... parfois depuis longtemps, mais avec un regard différent. Mais j'ajouterais que certains objets d'étude, pourtant évidents, ont été pendant longtemps totalement ignorés par ces « branches » de l'histoire. Je vais y revenir.

L'histoire environnementale n'a donc, à mes yeux, guère de terrain qui lui soit propre. Elle est plus, de mon point de vue, *une façon de considérer les choses*, et ce regard là peut s'appliquer à des domaines divers. Si ses praticiens n'éprouvaient pas le besoin de se retrouver entre eux pour discuter et progresser, elle n'aurait même pas besoin d'être nommée, pas besoin d'apparaître en tant que telle. Je ne suis pas certaine que tous les historiens environnementaux (si je peux les appeler comme cela), apprécieraient cette dernière partie de ma définition, mais c'est la mienne.

Je vais prendre quelques exemples, issus des domaines de recherche qui me sont le plus familiers, ce vous me le pardonnerez ! Du moins, puisque je suis contemporanéiste, serez-vous moins dépaysés que si je vous parlais de paléo-environnement par exemple...

L'histoire économique et sociale, par exemple, a raisonné, jusqu'aux années 1990 au moins, en termes de croissance — c'est-à-dire progrès — et de crises — c'est-à-dire ralentissement ou arrêt de la croissance. La "révolution industrielle" (avec toutes les précautions dont il convient d'entourer cette expression, que vous connaissez bien...) était présentée comme un changement de mode de production et de système technique aux implications sociales et culturelles majeures, certes, mais ses conséquences (pourtant considérables) sur les écosystèmes n'étaient jamais envisagées, pas plus que ne l'était l'impact à long terme des choix technologiques fait à cette époque, ou les implications du passage à une civilisation consommant une quantité fantastique d'énergie issue de ressources non renouvelables, à la différence de celles que l'on utilisait auparavant...

On a pu écrire de très nombreuses histoires d'entreprises sans qu'*une ligne* ne soit consacrée aux pollutions fantastiques causées depuis deux siècles et plus par cette industrie, pas même du point de vue des problèmes de gestion que cette pollution engendrait pour elle, ce qui, du strict point de vue économique, aurait été de simple bon sens. Là où nous voyons tous aujourd'hui un symbole de la pollution causée par l'industrie (les cheminées d'usine), les générations qui nous ont précédés voyaient un symbole d'activité, donc de richesse. Et l'on pouvait, récemment encore, intituler le chapitre d'une histoire des techniques « des limites toujours repoussées » sans que l'ombre d'un doute sur cette possibilité n'effleure les auteurs...

Prenons maintenant un exemple emprunté à l'histoire sociale. Celle-ci, lorsqu'elle partait à la recherche de causes susceptibles d'expliquer la sur-mortalité ou la sur-morbidité urbaine du XIXe siècle, était, comme les contemporains du XIXe siècle, d'ailleurs,

plus sensible à l'exiguïté ou à l'insalubrité des logements (problématiques tout à fait légitimes) qu'à la pollution de l'air respiré par les citadins, ou à elle de l'eau.

L'histoire urbaine s'est certes attachée à décrire les progrès en matière d'amenée d'eau dans les villes. Elle a posé la question de son rôle dans la transmission des épidémies, mais n'a pas ou très peu abordé la question de la potabilité de l'eau (où prendre une eau propre ?), et encore moins la façon dont cette eau, une fois usée, était *nettoyée* et dont elle *ressortait* des villes. Pourtant, *l'amélioration de l'amenée d'eau sans amélioration corollaire de son retraitement avait pour effet d'aggraver les problèmes sanitaires, au lieu de les améliorer*, comme différentes études l'ont maintenant démontré.

La querelle qui opposa, autour des vidanges parisiennes, les partisans des champs d'épandage à ceux du rejet dans la Seine était connue des historiens (je pense à l'article célèbre du regretté Gérard Jacquemet), mais cette question non plus n'était pas considérée en termes environnementaux : on s'intéressait plus aux questions financières que ce débat mettait en jeu (le coût du raccordement au tout-à-l'égout) qu'à la validité des arguments physico-chimiques avancés à l'époque dans les deux camps (la question de la récupération de l'azote, le « pouvoir d'auto-épuration de l'eau ». Ces éléments-là n'étaient pas considérés comme dignes d'intérêt. Vous me direz que l'historien n'est pas formé pour cela. C'est exact, il ne l'est pas *a priori*. Mais cela ne fait que

montrer le caractère inapproprié de la mono-disciplinarité pour l'étude d'un domaine comme l'environnement – je vais y revenir.

L'histoire environnementale ne prétend donc pas faire table rase, ni « réinventer la poudre ». Elle veut en revanche intégrer ces dimensions négligées, qu'elle considère comme indispensables. En adoptant, autant que faire se peut, des échelles différentes (plus longue pour le temps, plus vaste pour l'espace), elle veut montrer que les choix faits par l'homme dans la gestion de son environnement (qui sont souvent irréversibles pendant une longue période même s'ils apparaissent inappropriés - c'est ce que l'on appelle la *path dependency*), peuvent avoir à moyen ou long terme des effets différents de ceux qui étaient espérés, voire des effets inverses. L'histoire environnementale essaie aussi de prendre en compte l'ensemble de l'impact anthropique et non son seul impact local ; de revisiter des notions construites dans un temps, dans des circonstances ou dans un espace donné, comme la notion de progrès.

Prenons, là encore, sur cette question de l'échelle de temps, un exemple....

Les historiens de ma génération ont appris de leurs maîtres comment les modifications des pratiques agraires progressivement introduites dans les pays occidentaux à partir du XVIIIe siècle ont permis une spectaculaire augmentation de la productivité, éradiquant définitivement le spectre séculaire de la famine. Le passage de l'emploi des engrais organiques comme le guano ou les algues, ou minéraux comme la marne ou la chaux, à celui des engrais de synthèse comme les superphosphates était décrit comme un progrès majeur. Il est exact qu'à court terme, les rendements bien supérieurs et plus réguliers obtenus avec ces engrais ont augmenté la richesse produite et assuré la subsistance d'un nombre plus grand d'individus tout en ne demandant qu'un travail moins long et moins pénible aux paysans - devenus agriculteurs. Mais si l'on considère les choses sur un temps plus long, on découvre les contreparties. L'usage massif d'engrais de synthèse, d'herbicides et de pesticides a aussi entraîné maladies chez les agriculteurs, destruction des abeilles pollinisatrices, pollution des aquifères, prolifération d'algues indésirables sur les côtes, etc. L'industrie qui fabriquait ces produits miracles a laissé derrière elle des milliers d'hectares de sol pollués qu'il faut aujourd'hui recenser et nettoyer à grands frais avant de les reconverter, sans parler de la pollution de l'atmosphère dont les ouvriers étaient les premières victimes (la production de superphosphates était l'une des plus polluantes qui soit à la fin du XIXe siècle).

Dans le même ordre d'idées, les remembrements accompagnés d'arrachage des haies, que l'on nous présentait il n'y a pas si longtemps encore comme *nécessaires* à la modernisation de l'agriculture, ces remembrements sont aujourd'hui reconnus cause de sécheresse, d'aggravation de l'érosion, de réduction de la biodiversité ou de rupture de la chaîne trophique. Il est vrai que le bocage n'existait pas depuis « la nuit des temps » et qu'il répondait à une organisation sociale donnée, lui aussi. Cela n'empêche pas que la tentative de le faire disparaître menée au cours des deux siècles passés ait eu des effets inattendus et évidemment négatifs.

Certains historiens-économistes environnementaux vont même plus loin, et remettent en cause les aspects supposés positifs de la révolution agricole des deux derniers siècles, montrant que les pratiques actuelles, considérées en termes de bilan calorique, seraient moins efficaces que les pratiques traditionnelles [\[1\]](#). D'autres soulignent la dépendance entraînée par l'importation de combustibles fossiles (ou d'autres ressources, comme l'eau d'irrigation) nécessaires à cette nouvelle économie agricole, sa fragilité et sa "non-durabilité" [\[2\]](#). L'historien environnemental ne prend pas plus qu'un autre pour argent comptant toutes les théories qui peuvent apparaître, mais il prend, par principe, ces questions au sérieux, et les place au cœur de son travail. L'histoire environnementale ne porte, pas plus que le reste de l'histoire, de jugements de valeurs ; elle ne propose pas de recette, mais elle considère que le genre de questions que je viens de soulever ne peut plus être ignoré.

En effet, les réponses à apporter aux défis environnementaux auxquels nos sociétés sont aujourd'hui confrontées ne relèvent pas seulement des sciences de la vie et de la terre. La question environnementale interroge aussi, et peut-être même d'abord, les sciences humaines et sociales, et parmi elles l'histoire. Elle pose la question du type de développement social et économique que nous voulons, celle des modes de régulation souhaitables, celle de la place de la science et de l'expertise, etc... Les historiens n'auraient-ils donc rien à apporter sur ces sujets ?

L'écriture d'une histoire environnementale n'a donc pas seulement des enjeux cognitifs ou scientifiques mais également des enjeux politiques et civiques et en cela elle ne diffère pas, au fond, de l'histoire « tout court... »

Je voudrais maintenant dire deux mots de certains problèmes que l'histoire environnementale me paraît poser, ou d'un exemple du moins, car je n'aurai pas le temps d'en dire plus, des contradictions qui la traversent.

Pas plus tard qu'avant-hier, je considérais, avec mes étudiants de master, l'introduction d'un ouvrage de Don Hughes intitulé *An environmental History of the World*, une histoire environnementale du monde, un livre qui est l'une des quelques tentatives de synthèses globales dont on dispose à ce jour. Beaucoup de choses intéressantes dans ce livre écrit par l'un des éminents historiens américains de notre domaine, professeur à l'université de Denver... mais aussi d'autres avec lesquelles je ne suis pas d'accord. Ainsi cette assertion selon laquelle l'histoire environnementale consisterait à appliquer au passé les méthodes de l'écologie. Ce n'est pas du tout ma façon de voir les choses !

De mon point de vue, l'histoire environnementale doit appliquer à la lecture du passé... les méthodes de l'histoire, que je ne vais évidemment pas vous exposer, mais qui incluent, comme vous le savez, une attentive mise en contexte de chaque événement ou document, la critique systématique, et tout aussi attentive, de toute source utilisée, et la citation de ses sources – autant d'impératifs que malheureusement, certains praticiens de l'histoire environnementale semblent avoir oubliés... J'ai pris un exemple outre-Atlantique, mais je suis au regret de constater que cette tendance, malheureusement, apparaît aussi en France où, hélas, la pratique d'une pluridisciplinarité mal maîtrisée semble faire oublier à certains les atouts et les méthodes de leur discipline d'origine et le fait qu'elle n'ont rien à envier, du point de vue de la rigueur, à celle de nos collègues des sciences dites « dures ».

Ce que l'histoire environnementale emprunte à l'écologie, c'est l'idée de l'interdépendance de l'homme et du milieu dans lequel il vit (on peut noter d'ailleurs au passage que cette notion de système, d'écosystème est elle-même assez récemment apparu en écologie...). En revanche, l'histoire ne peut emprunter à l'écologie, par exemple, sa façon d'utiliser des modèles qui serait reproductibles indépendamment des contextes. Ainsi, il existe désormais une tendance à écrire l'histoire du monde sous la forme (qualifiée d'histoire comparative) d'une sempiternelle répétition de catastrophes écologiques dues à une surexploitation des ressources ou à une croissance non maîtrisée des populations, catastrophes qui auraient entraîné la chute des civilisations, selon un modèle d'un déterminisme absolu. L'exemple le plus connu de ce genre de vision de l'histoire est dû à un universitaire, professeur à UCLA, mais biologiste de formation, Jared Diamond, dont les ouvrages ont été traduits en diverses langues et notamment en français : *De l'inégalité parmi les sociétés. Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire* (1997), et *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie* (2005) tous les deux parus en livre en poche.

En dépit de l'érudition déployée dans ces livres, ceux-ci ne devraient pouvoir convaincre aucun historien tant leurs défauts de méthode sont évidents. Diamond entend expliquer l'effondrement de toutes les sociétés qu'il décrit – qui vont de l'ancienne société des habitants de l'île de Pâques à celle des Mayas, ou des Vikings du Groënland et bien d'autres encore, par cinq facteurs - et seulement cinq : une dégradation environnementale ; la survenue d'un [changement climatique](#) ; des voisins hostiles ; la perte de partenaires commerciaux ; et les (mauvaises) réponses données par la société en question à ses problèmes environnementaux. Bien que je ne sois spécialiste d'aucune des civilisations dont traite Diamond, l'idée que ce modèle unique, totalement indifférent à de multiples dimensions de l'histoire humaine, puisse expliquer des cas aussi différents les uns des autres, m'apparaît aussi simpliste que déterministe. Et pourtant... ce n'est pas seulement auprès du grand public que ces ouvrages rencontrent du succès, mais aussi, à mon grand désespoir, chez des étudiants avancés et de jeunes docteurs en histoire, qui tombent sous le charme d'un modèle en apparence séduisant.

Le problème, et ce sera mon dernier point, c'est que l'écriture de l'histoire environnementale n'est pas l'apanage des historiens, et tant que les historiens n'investiront pas plus massivement ces questions, la place restera libre pour ce genre d'histoire-là... En effet, l'histoire environnementale fait, presque par essence, appel à plusieurs disciplines. Un seul exemple, encore emprunté à ma propre expérience : dans un compte-rendu fort positif par ailleurs de mon *Histoire de la pollution industrielle* qui vient de paraître dans la RHMC, un de nos jeunes collègues note gentiment que le lecteur « devra affronter certains passages très techniques sur l'acide sulfurique ». Eh bien, je m'en excuse pour ledit lecteur, mais bien que mon histoire soit d'abord une histoire sociale et politique de la pollution, j'ai effectivement dû, volens nolens, inclure quelques passages effectivement un peu techniques, pas par plaisir — je n'ai pas de goût particulier pour la chimie — mais parce que la technique avait des implications sociales et politiques.

Il y a donc souvent, pour ne pas dire toujours, obligation, pour l'historien qui traite d'environnement, d'emprunter à d'autres disciplines. Mais cela fonctionne dans les deux sens. C'est-à-dire que si les historiens environnementaux butent sur d'autres disciplines, ont besoin de recourir à d'autres disciplines qu'ils ne maîtrisent pas a priori, d'autres chercheurs, appartenant à d'autres disciplines, ont, eux, besoin de recourir à

l'histoire, une discipline dans lequel, à leur tour, ils sont incompetents. D'où ce constat : si l'on met à part quelques domaines de l'histoire très médiatisés ou très populaires, comme les guerres du XXe siècle, dans lesquels des polygraphes, des acteurs, des témoins, n'hésitent pas à s'autoproclamer historiens, l'histoire environnementale est probablement un des seuls champs de l'histoire qui soit majoritairement écrit par des *non-historiens*. Et cette fois-ci ce ne sont pas des amateurs ou des témoins qui s'improvisent historiens, mais des chercheurs patentés, venus seulement d'autres disciplines.

Qui sont-ils ? Des archéologues, des historiens des techniques, des géographes — ceux-là sont pour nous des partenaires familiers —, mais aussi des représentants de disciplines qui nous sont moins familières, comme les économistes (certains économistes, du moins), ou encore des biologistes, des écologues, les zoologues, des géo-archéologues et des archéo-environmentalistes avec leurs propres sous-disciplines (anthracologues, carpologues, palynologues, dendrologues etc), des archéobotanistes, des climatologues et des paleoclimatologues, des forestiers, des chimistes... J'en oublie sûrement.

Ce sont donc non seulement de chercheurs en *sciences sociales* qu'il s'agit, mais aussi des chercheurs en *sciences de la vie et en sciences de la matière*. Avec tous ceux-là, nous n'avons pas l'habitude de travailler, et encore moins l'habitude de les voir écrire l'histoire... à notre place ! Que ces chercheurs fassent des recherches qui rejoignent les nôtres sur tel ou tel point précis n'aurait rien en soi de surprenant, mais ce qu'ils font va bien plus loin puisque le terme qu'ils emploient eux-mêmes pour parler de ce qu'ils font est « histoire de l'environnement ». C'est vrai en France, où ils ont été les premiers à la pratiquer (il a donc existé une « histoire de l'environnement avant les historiens »), et c'est vrai partout : lors des conférences bisannuelles de la Société européenne d'histoire de l'environnement, ou lors du 1^{er} congrès mondial d'histoire environnementale, qui a eu lieu l'an dernier à Copenhague, les chercheurs ayant reçu une formation initiale en histoire étaient minoritaires. Cette diversité disciplinaire est à la fois une richesse et un challenge pour nous historiens. Elle a pour corollaire une grande diversité méthodologique — avec parfois des dérives du genre de celle que j'évoquais à l'instant. Elle demande de chaque chercheur un effort d'ouverture et de tolérance, je dirais presque de patience, vis-à-vis des approches d'autres disciplines que celle dans laquelle il a été formé. Mais le jeu en vaut la chandelle, et nous n'allons pas échapper à cette réalité.

Je conclurai en citant le rapport que le Conseil pour le Développement des Humanités et des Sciences Sociales, dont vous avez peut-être entendu parler, a remis le mois dernier à la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. On peut en effet y lire ceci (p. 112), dans un passage concernant la recherche interdisciplinaire :

En raison de l'extension de son périmètre scientifique, de sa longue tradition de soutien des programmes interdisciplinaires, le CNRS est l'organisme de recherche le mieux à même de favoriser les thématiques interdisciplinaires. (...) il est à présent indispensable que les Instituts œuvrent ensemble à mieux définir et à promouvoir les recherches d'interface. Les situations d'interface InSHS-InEE (*institut national de l'Écologie et de l'environnement, note de GMG*) sont ici évoquées à titre d'exemple afin de souligner l'ampleur des enjeux.

Suit un encart intitulé : « L'environnement en situation d'interface » que je vous lis intégralement :

Le périmètre scientifique de l'InSHS, celui de l'InEE, voire celui de la division SIC de l'INSU (*L'INSU est l'Institut national des sciences de l'Univers et la division SIC celle qui s'occupe de Surfaces et interfaces continentales, note de GMG*) ont des recouvrements. Parmi les points de contact entre ces deux instituts, on repère en particulier : l'analyse des processus environnementaux naturels et humains, passés et actuels (histoire, archéologie, paléo-anthropologie, géographie), l'étude des pratiques et des modes de gouvernance des systèmes écologiques et sociaux (sociologie, histoire, géographie, sciences politiques, droit), les enjeux et normes du développement durable des espaces et des sociétés, en particulier pour les espaces urbains et littoraux, dans le contexte des changements globaux (économie, sociologie, géographie, droit, sciences politiques).

Les thématiques environnementales sont, de manière croissante, abordées au niveau international via la notion de "systèmes écologiques et sociaux", notion qui recouvre le champ de

l'écologie globale ("global ecology"), en plein développement au sein de l'InEE. Ces deux notions permettent d'aborder les questions environnementales en ouvrant de fortes opportunités de recherche aux sciences humaines et sociales, désormais pleinement intégrées dans le domaine des sciences de l'environnement.

Pour l'InSHS, cette situation soulève des questions stratégiques. Au sein du CNRS, comment associer les chercheurs et leurs unités à ces recherches d'interface situées à la charnière des deux instituts? Comment faire prendre toute leur place aux SHS au sein de l'Alliance ALLENI ? Au delà du CNRS, dans le paysage de la recherche et de l'enseignement supérieur français en pleine recomposition, comment participer à l'élaboration de stratégies politiques de site (universités, écoles, unités de recherche) et comment contribuer au développement de réseaux et structures thématiques à l'interface sciences de la nature et de l'univers / sciences de la société ?

Ce passage éclaire probablement le recrutement, par le CNRS, dans un temps très court (3 ans), de trois CR en histoire étiquetés « histoire de l'environnement », plus un « histoire des risques et des catastrophes », recrutement qui a dû interroger beaucoup d'historiens tant il est vrai que cette pratique est inhabituelle, ainsi que la création récente d'un RTP (Réseau Thématique Pluridisciplinaire) commun à l'InSHS et à l'InEE, dont on a bien voulu me confier la responsabilité. Il est clair qu'il a là une politique volontariste visant à combler un déficit dans le paysage français. L'avenir dira si la politique était judicieuse.

L'histoire environnementale a été pour moi, il y a une douzaine d'années maintenant, une découverte que j'ai jugée suffisamment passionnante et heuristique et pour m'y investir, en un temps où personne ne pensait encore qu'elle présente un intérêt. Je l'ai fait sans renoncer en rien à ce que je faisais auparavant, comme un élargissement de mon regard plus que comme un changement de cap. Je découvre aujourd'hui que nos autorités de tutelle font, elles aussi, l'analyse de la nécessité de ce « glissement ». Je m'en réjouis, mais ce que je souhaite surtout, ce n'est pas la création d'une nouvelle « sous-discipline » ou chapelle historique, mais que l'environnement devienne une dimension qu'intègrent tous les historiens, comme ils le font pour le genre, par exemple, et que la communauté historique ne laisse pas à d'autres disciplines le soin de prendre en compte cette dimension de l'histoire, dont elle ont pris conscience plus tôt.

Je vous remercie de votre attention.

[1] Voir par exemple H. Haberl, K. Erb et F. Krausmann, "How to calculate and interpret ecological footprints for long periods of time: the case of Austria, *Ecological economics*, 38, 2001, 25-45. Xavier Cussó, Ramon Garrabou, Enric Tello, "A 1860-1870 agrarian energy balance in Catalonia: social metabolism and land use", chapitre à paraître dans un ouvrage collectif sous la direction de Mauro Agnoletti. Texte aimablement communiqué par Enric Tello.

[2] J. Martinez-Alier et K. Schlüpmann, *La ecologia y la economia*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1991.